

La paix de Presbourg (26 décembre 1805)

La campagne de 1805 est restée dans les mémoires, du moins en France, comme l'une des plus brillantes de Napoléon. Ce dernier vient d'être sacré empereur le 2 décembre 1805 et couronné roi d'Italie en mai de la même année, renforçant alors sa puissance au sud de l'Europe sur une région où il a tressé sa gloire à partir de 1796. Au début de 1805, l'Empire français est en guerre contre l'Angleterre. Napoléon prépare alors un débarquement sur les côtes britanniques en vue duquel il a réuni une armée de 200 000 hommes le long des côtes de la Manche et de la Mer du Nord. Les Anglais perçoivent la menace. C'est pourquoi ils se sont employés au cours du printemps 1805 à convaincre Russes et Autrichiens de former une nouvelle coalition contre la France, qui aurait pour premier résultat de desserrer l'étau pesant sur le Royaume-Uni. L'Autriche signe un traité d'alliance avec la Russie le 9 août, puis envahit la Bavière. Napoléon décide alors de faire basculer l'armée du camp de Boulogne vers l'Europe centrale. Six corps d'armées convergent vers l'Allemagne, un septième descend du Hanovre. Ils forment la Grande Armée. Celle-ci s'impose très rapidement face aux Autrichiens, surpris dans Ulm qui capitule le 19 octobre. Puis ce sera Austerlitz le 2 décembre. Il n'est pas question aujourd'hui de revenir sur la campagne militaire elle-même, mais de comprendre comment s'est concrétisée la solution de la guerre, autrement dit comment on passe de l'état de guerre à l'état de paix. Un traité est en effet signé à Presbourg le 26 septembre 1805. Il concrétise la volonté de Napoléon d'abattre l'Autriche, en lui imposant des conditions particulièrement rudes, sans véritablement lui offrir l'occasion de discuter. En un sens, le traité peut être considéré comme un diktat imposé à l'Autriche, mais pour en comprendre le contenu il faut remonter au début de la campagne et mesurer les efforts diplomatiques consentis de part et d'autre. L'incertitude règne encore avant Austerlitz, puis le ciel de Napoléon s'éclaircit avant que la signature ne soit imposée dans le contexte d'une diplomatie de guerre qui concerne aussi d'autres Etats de l'espace germanique.

Les débuts de la campagne

La campagne de 1805 offre une particularité en matière diplomatique dans la mesure où Napoléon demande à son ministre des Relations extérieures, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, de le suivre en direction de l'Allemagne. Le ministre est auréolé d'un très grand prestige. Il occupe ses fonctions de ministre depuis 1797, avec une courte éclipse

au début du Consulat et a été associé à toutes les négociations qui se sont déroulées au début du Consulat avec en point d'orgue les traités de paix signés à Lunéville avec l'Autriche (9 février 1801), puis à Amiens avec l'Angleterre (25 mars 1802). Mais en 1801-1802, Talleyrand était resté à Paris, au cœur de son ministère d'où il correspondait avec les plénipotentiaires français envoyés sur place, en l'occurrence Joseph Bonaparte. En 1805, on assiste à une division du ministère qui devient en partie un ministère ambulante. Napoléon a ainsi voulu garder la main sur les affaires diplomatiques en ayant le ministre à sa portée, mais pas nécessairement à ses côtés. Une petite équipe reste donc à Paris, sous la direction d'Alexandre Maurice d'Hauterive, pour expédier les affaires courantes. Mais le gros du ministère se déplace. Talleyrand quitte Paris pour Strasbourg à la fin du mois de septembre accompagné de plusieurs collaborateurs, à commencer par Jean Baptiste Gouey de La Besnardière, son collaborateur le plus proche, entré au ministère des relations extérieures en 1796, et chef de la division du Nord. La délégation compte aussi André Durant, dit « Saint-André », sous-chef de la division du Nord, au ministère depuis 1797, Jean-Baptiste-Gaspard Roux de Rochelle, sous-chef de la division du Midi, ancien officier, entré au ministère en 1796 –il est chargé de rédiger la correspondance du ministre. Cinq employés sont également très précieux : Ange François Charles Bourjot, né en 1780, entré au ministère en 1799, est chargé de déchiffrer les dépêches ; Augustin Jean Damour, entré au ministère en 1802, travaillant à la division du Chiffre. Il accompagne Talleyrand jusqu'à Presbourg et rédige notes et rapports ; Auguste La Jonchère, entré comme élève diplomate en 1802, protégé de Talleyrand ; Hermann Henrichs, allemand d'origine, employé du bureau des interprètes, est chargé de traduire les journaux étrangers et enfin Jean-Frédéric Barthel, alsacien, ancien pasteur, complète cette équipe.

Talleyrand séjourne d'abord à Strasbourg du 1^{er} au 24 octobre. Il s'y ennue quelque peu, vivant la désagréable impression que Napoléon le dépossède de son rôle de ministre. Entré en campagne, Napoléon correspond en effet directement avec les diplomates en poste dans les capitales allemandes, notamment Otto à Munich, auquel il écrit par exemple le 4 octobre : « Il serait assez convenable que l'Électeur fit une proclamation à son peuple, où il fit sentir toutes les vexations qu'a commises envers lui la maison d'Autriche ». Il écrit aussi directement aux souverains. Début octobre, c'est Napoléon qui conclut directement le traité avec le Wurtemberg, déjà occupé par les troupes françaises. Le traité prévoit déjà des accroissements territoriaux. Talleyrand en est informé ; il est simple exécutant chargé de transmettre le traité à Paris : « Je viens d'approuver le traité conclu avec l'électeur de Wurtemberg, lui écrit Napoléon le 5 octobre. Faites-le ratifier en règle et expédiez-le pour les

échanges ». De même Napoléon décide seul d'interrompre les négociations engagées avec la Prusse et rappelle Duroc, son envoyé spécial à Berlin, le 24 octobre.

Talleyrand profite de ses loisirs relatifs pour développer ses idées sur sa vision de l'Europe à l'issue de la campagne. Dans un mémoire rédigé le 17 octobre, -c'est La Besnardière qui tient la plume- il manifeste son vœu de voir se conclure une paix modérée, respectueuse de l'équilibre des puissances. Talleyrand s'inscrit ainsi dans l'héritage des hommes des Lumières qui ont réfléchi, à l'image d'un abbé de Saint-Pierre, à la meilleure organisation possible pour l'Europe. Pour Talleyrand, le rétablissement de l'ordre européen passe par une alliance entre la France et l'Autriche qui suppose que celle-ci soit ménagée. Il propose que l'Autriche cède ses possessions en Allemagne du sud, renonce définitivement au Milanais, et accepte que Venise redevienne une république. En échange, Talleyrand suggère qu'une compensation lui soit accordée dans l'empire ottoman (Valachie, Moldavie, Bessarabie, nord de la Bulgarie).

La capitulation d'Ulm change la donne. L'électeur de Bavière est rétabli à Munich. Mais surtout l'opinion française, quelque peu inquiète dans les jours précédents, comme l'atteste la baisse des cours de la bourse, se rassure. Le 23 octobre, Talleyrand reçoit la lettre que lui a écrite Napoléon le 17 lui demandant de le rejoindre. Le ministre part le lendemain, avec Roux et Damour. La guerre se poursuit. Les possessions autrichiennes en Souabe sont occupées, et doivent acquitter des contributions de guerre. Talleyrand et Napoléon se rencontrent le 27 octobre. Le ministre lui présente son Mémoire du 17. Napoléon refuse d'idée d'une alliance avec l'Autriche et développe à l'inverse le projet d'une fédération française en Allemagne du sud qui préfigure la création de la Confédération du Rhin en juillet 1806. L'empereur récuse également l'idée de donner à l'Autriche des compensations à l'est et annonce son intention d'attribuer Venise au royaume d'Italie. Talleyrand a donc échoué à convaincre Napoléon. Il reste à Munich tandis que Napoléon poursuit sa marche vers l'est. Le ministre séjourne à Munich jusqu'au 13 novembre. Il reçoit alors l'ordre de partir vers Melk. Il prend la route avec La Besnardière, Roux et Barthel, le reste du groupe reste à Munich. Il arrive à Vienne le 17 novembre.

Dans l'intervalle, Napoléon a continué à gérer directement les affaires diplomatiques. Il reçoit le général Mack à l'abbaye d'Elchingen le 21 octobre et lui propose la paix. Cette première approche peut surprendre. Elle s'explique par la crainte d'un revirement prussien, mais aussi par la menace russe. Au même moment en effet le tsar est à Berlin d'où va sortir la convention de Potsdam prévoyant l'entrée en guerre de la Prusse dans les 40 jours. Napoléon sait aussi qu'il doit ménager l'opinion française. François II lui répond le 3 novembre et lui

envoie le général Gyulai. Napoléon le rencontre le 8 et 12 novembre. Il réclame la cession des possessions autrichiennes en Allemagne et de la Vénétie, et se dit prêt en échange à abandonner la couronne d'Italie et à garantir l'indépendance de la Hollande, de la Suisse et de Naples. Napoléon consent aussi à étendre la paix à la Russie et même à l'Angleterre, si cette dernière accepte les bases du traité d'Amiens. De nouvelles entrevues ont lieu les 12 et 13 novembre. Mais Gyulai refuse les propositions de Napoléon, obéissant en la circonstance aux instructions de son ministre Cobenzl qui refuse toute cession. L'Autriche espère alors beaucoup de l'entrée de la Prusse dans la coalition. Par ailleurs l'armée russe approche.

L'Autriche maintient donc le contact, mais pratique une diplomatie de façade qui a pour but principal de gagner du temps. Elle envoie aussi auprès de Napoléon un autre diplomate, beaucoup plus chevronné, en la personne du comte Johann Philipp de Stadion, diplomate de métier, cheville ouvrière de l'alliance austro-russe. Il est muni d'instructions rédigées par Cobenzl, demandant la cessation de la guerre et la tenue d'un congrès. L'Autriche ne veut rien céder en Italie, ni au Tyrol, mais est prête à quelques sacrifices en Allemagne.

De nouveaux échanges ont lieu à Brunn, les 24 et 26 novembre, au milieu des troupes françaises. Napoléon reçoit notamment Gyulai, et manifeste sa volonté d'une paix rapide. A partir du 29 novembre, les négociations se déroulent à Vienne, où Talleyrand est arrivé. Il s'entretient directement avec Stadion. Napoléon, occupé à préparer la bataille décisive contre les austro-russes, n'est plus actif sur le terrain diplomatique ; il se consacre intégralement aux opérations militaires qui vont conduire à Austerlitz le 2 décembre. De leur côté, les Autrichiens ont reçu de Cobenzl des instructions de fermeté. L'Autriche est alors sûre de la force de son allié russe. Talleyrand a aussi ordre de faire traîner les discussions. Les négociations durent cinq jours, jusqu'au 4 décembre. Elles achoppent sur la question d'un armistice, sur le problème de la Vénétie et sur l'idée d'une participation de la Prusse au traité de paix. Au même moment arrive en effet à Vienne Hauwitz, l'ancien ministre prussien des affaires étrangères. Il rencontre Talleyrand de manière informelle ainsi que les diplomates autrichiens. Les lieux de sociabilité de la capitale viennoise (dîners, spectacles) favorisent ces échanges. Mais soudain parvient la nouvelle de la victoire d'Austerlitz qui modifie les positions en présence et ouvre une nouvelle phase de la négociation.

Les négociations après Austerlitz

A Vienne, la nouvelle d'Austerlitz conduit à interrompre les négociations le 5 décembre. Napoléon a repris la main. Le 4, il a accepté de rencontrer François II. C'est le retour à une diplomatie personnelle, entre souverains. Mais cette entrevue manifeste aussi l'isolement de l'empereur d'Autriche. Elle se déroule à proximité du champ de bataille, offrant aux protagonistes la vision directe des effets de la guerre. La rencontre a été préparée par la venue au QG de Napoléon du prince Jean de Liechtenstein qui commandait la cavalerie autrichienne à Austerlitz. C'est François II, ébranlé par la défaite, qui a pris l'initiative de la rencontre. Ségur évoque la scène : « La garde impériale française, enseignes flottantes, panaches écarlates en tête, et parée comme dans ses jours de revue, couronnait, de notre côté, le bord élevé de ce vallon où la guerre allait finir ». La rencontre est racontée dans le 31^e bulletin de la Grande Armée, qui insiste sur la volonté de François II d'embrasser Napoléon, ce qui est peu conforme à la réalité. Le 27 mars, Gros est désigné pour faire un tableau de la scène, qui sera aussi évoquée dans de nombreuses gravures et images populaires. Deux jours plus tard, le 6 décembre, un armistice est signé entre Berthier et Liechtenstein, au château de Slatkov.

Au moment de l'interruption des négociations de Vienne, Talleyrand écrit une longue lettre à Napoléon, datée du 5 décembre, dans laquelle il réaffirme son souhait d'un règlement digne : « Je jouis de l'idée que cette dernière victoire de Votre Majesté la met en état d'assurer le repos de l'Europe et de garantir le monde civilisé contre les invasions barbares. [...] Votre majesté peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de Votre Majesté elle-même d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or l'existence de cette masse est nécessaire. Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées ». Talleyrand précise qu'affaiblir trop les Autrichiens conduirait à jeter les Hongrois dans les bras des Russes. Il rejoint ensuite Napoléon à Brunn, le 7 décembre au matin. Napoléon veut la paix, dans le prolongement de l'entrevue du 4 décembre qui l'annonce, mais souhaite d'abord parvenir à un accord rapide avec les trois électors du sud de l'Allemagne. Des négociations séparées sont engagées. Napoléon abandonne en revanche son projet de refonte du Saint Empire, dans le but de ménager la Prusse.

Talleyrand est alors en contact avec les envoyés des électors. La Bavière est représentée par Gravenreuth qui se montre très empressé et multiplie les demandes territoriales. Les discussions aboutissent à la signature d'un traité le 10 décembre, qui ne comprend pas alors le Tyrol. La Bavière s'agrandit en revanche en Souabe, s'empare du Vorarlberg et du pays d'Eichstat et obtient pour l'électeur un titre royal. Le baron de

Normann représente le Wurtemberg. Il a connu Talleyrand à Paris en 1796 et a assuré les accroissements territoriaux du Wurtemberg en 1802-1803. A Brunn, il aurait acheté La Besnardière et surtout Talleyrand qui aurait touché 1 million de florins. Le traité du 11 décembre accorde au Wurtemberg la majeure partie de la Souabe autrichienne et une partie du Brisgau, soit un accroissement de territoire de 27 % et un revenu supplémentaire d'1 770 000 florins. L'électeur du Wurtemberg se voit aussi promettre un titre royal. Le représentant de l'électorat de Bade, Oehl, est moins efficace. Il n'arrive que le 10 décembre, sans argent ! Par le traité du 12, il n'obtient qu'une partie du Brisgau et se réjouit de voir arriver le 18 décembre un diplomate plus chevronné, en la personne de Reizenstein. Mais ce dernier, loin de pouvoir améliorer le sort du Bade, doit accepter de céder à la France la place de Kehl, ce qu'avalise un nouveau traité signé le 20 décembre.

Trois traités ont donc été conclus en trois jours, au milieu des blessés qui peuplent la ville de Brunn. Ils ont été rédigés à la hâte, sur le même modèle. A peine conclus, ils sont l'objet de demandes d'amendements de la part des intéressés qui veulent toujours plus. Les diplomates ont rejoint Napoléon à Schonbrunn. Gravenreuth parvient ainsi à convaincre l'empereur de lui accorder des terres prises à la Prusse, en l'occurrence le marquisat d'Ansbach, ce que concrétise le traité signé avec la Prusse le 15 décembre. La Prusse accepte aussi de reconnaître alors la cession du Tyrol à la Bavière. En échange, la Bavière cède le duché de Berg, échange déjà suggéré par Montgelas en 1801. Gravenreuth obtiendra encore à Presbourg les évêchés de Trente et de Brixen, soit au total 757 000 habitants supplémentaires, près de 1 500 lieues carrées et un revenu de près de 10 millions de florins. Les trois électors s'empressent d'appliquer les traités, ce qui va donner lieu à quelques accrochages. Il faudra plusieurs mois pour régler tous les conflits.

Parallèlement s'engagent les négociations avec le représentant de la Prusse. Le diplomate prussien, Haugwitz, suscite d'abord quelque méfiance chez Napoléon. « M. Haugwitz arrive demain à Iglau, écrivait-il à Talleyrand ; j'ai ordonné qu'on l'y retînt toute la journée ; après-demain il sera ici. J'ai voulu éviter qu'il se rencontrât avec MM. de Stadion et Gyulai, qui partent demain matin pour Vienne. Napoléon le revoit à Schönbrunn le 14 décembre. Dans un premier temps, l'empereur cherche à impressionner Haugwitz. Puis après quelques heures de pause, les deux hommes se revoient. Napoléon cherche à convaincre son interlocuteur qu'il a promis à l'Autriche le Hanovre en compensation des pertes qu'elles a subies, ce qui irrite fortement le Prussien, qui accepte aussitôt le principe d'une négociation alors qu'il n'est pas mandaté pour cela. Napoléon dicte ses conditions, Duroc tient la plume. « Enfin Napoléon finit par me laisser le choix, ou de remporter la conviction que la guerre était

inévitable, [...] ou de signer la convention qu'il me proposait », conclut Haugwitz. Le traité de Schönbrunn est signé le 15 décembre. Il comprend à peine huit articles. Lui aussi a été rédigé à la hâte. La Prusse reconnaît Venise à la France et le Tyrol à la Bavière et cède le marquisat d'Ansbach à la Bavière, la principauté de Neuchâtel et le duché de Clèves à Napoléon. En dédommagement, le roi de Prusse « prendra possession et conservera en toute souveraineté » le Hanovre, cadeau empoisonné.

Le traité de paix

Initialement, Napoléon et François étaient convenus d'ouvrir les négociations à Nicholsbour, petite bourgade morave située à une cinquantaine de kilomètres environ au sud d'Austerlitz. Le lieu est rapidement oublié au profit d'abord de Brunn où Lichtenstein arrive le 10 décembre. Talleyrand y fait venir son chef cuisinier Boucher et son second Chevalier, chargés d'emporter « ce qu'il y a de serviettes et de couverts d'argent. [...] Il prendra en passant à Vienne de la volaille, des pommes de terre et du pain. On manque de pommes de terre, même à Vienne. S'il y en a en provision, ainsi que des fèves à Munich, il faut qu'il en emporte. Il portera le vin qu'il a ». Mais Brunn offre peu de distractions hormis la table de Talleyrand.

Côté autrichien, c'est Lichtenstein arrivé à Brunn le 9 décembre qui commence à négocier. Il voit Napoléon le 10 qui réclame le Tyrol et toutes les anciennes possessions vénitiennes, en plus de la Souabe. Dépassé, Lichtenstein demande de l'aide. Le général Gyulai arrive le 12. Il a été préféré par l'empereur à Stadion dont on connaît l'hostilité à Napoléon. Le 12 décembre, les négociations reprennent avec Talleyrand ! L'Autriche se montre intransigeante ; elle espère encore de la Prusse et négocie pied à pied, refusant de céder ses possessions adriatiques et le Voralberg, demandant des compensations territoriales en Italie ou en Allemagne (Salzbourg ou le Hanovre). On discute aussi de la reconnaissance des conquêtes faites par la France en Italie, l'Autriche acceptant de reconnaître les acquisitions de 1805, espérant en retour obtenir la séparation des couronnes de France et d'Italie et la reconnaissance de l'intégrité de Naples. Enfin les Autrichiens protestent contre le paiement d'une indemnité de guerre, ramenée de 1 million à 500 000 francs. Lichtenstein laisse entendre que l'Autriche pourrait reprendre la guerre, mais il n'est pas en position d'imposer sa loi. Le 14 décembre, Lichtenstein quitte momentanément Brunn pour s'enquérir de nouvelles instructions. C'est dans cet intervalle que Napoléon signe le traité avec la Prusse. Dès lors les exigences françaises se font encore plus pressantes. Napoléon écrit à Talleyrand le même jour : « Mon intention est de régler en conséquence les conditions de

l'Autriche. Rédigez un projet de traité qui donne à la Bavière tout ce que nous lui garantissons par le traité avec la Prusse. Laissez-moi la latitude de deux mois pour évacuer. Je tiens aux contributions, qui sont partout en recouvrement. Ce traité rédigé, vous me l'enverrez pour que je l'approuve, et ensuite vous le communiquerez aux ministres autrichiens, en les assurant que je n'y changerai pas un mot ; qu'ils peuvent prendre leur parti, faire la paix ou la guerre ; que je sais qu'ils font des démarches pour remuer la Prusse ; que par ces démarches je me trouve dégagé ».

Talleyrand s'exécute dans la journée avec son équipe (La Besnardière, Roux, et les trois secrétaires Damour, La Jonchère et Barthel). Lichtenstein revient le 16, désormais prêt à sacrifier les possessions adriatiques. Mais ce même jour, Napoléon rappelle Talleyrand à Vienne, jugeant Brunn « malsain » et décide que les négociations se poursuivront à Presbourg, l'ancienne capitale de la Hongrie, qui a conservé de très beaux palais. L'occupation de la ville a été prévue par l'armistice du 6 décembre, mais l'on débat pour savoir si le comitat est inclus dans la zone d'occupation. La ville a l'avantage d'être plus proche de Vienne que Brunn. Napoléon se fait à nouveau menaçant : « Dès son arrivée auprès d'eux, le ministre devra leur adresser une liste de « réclamations » qui reprend tous les points de contentieux survenus au sujet de l'armistice et des approvisionnements : les troupes autrichiennes devront se retirer à « plusieurs journées » de marche de Presbourg, la communication devra être rétablie avec la Hongrie, les levées en masse menées par l'archiduc Charles devront être interrompues. « Sans quoi les négociations seront rompues ».

Le temps que les délégations s'installent, les négociations reprennent à Presbourg le 22 décembre. Elles donnent lieu à deux jours d'intenses échanges qui permettent d'aplanir tous les obstacles. Lichtenstein et Guylai abandonnent leurs dernières revendications et admettent les clauses présentées par la France. Le 24 les négociations s'interrompent, car côté autrichien, on attend beaucoup de la rencontre annoncée entre l'archiduc Charles et Napoléon. L'archiduc Charles est en effet arrivé à Holisch où il retrouve son frère, l'empereur François II. « La monarchie est chancelante, lui déclare-t-il, toutes ses parties ont été arrachées de leurs racines, la confusion a remplacé l'ordre, les fondations menacent de s'effondrer si l'esprit de la Providence ne règne pas en vous et ne vous guide pas dans vos décisions ». Il obtient le 25 le remplacement de Cobenzl par Stadion et demande une entrevue à Napoléon, qui a lieu le 27, mais il n'obtient rien. Les deux hommes ont surtout parlé de questions militaires.

Du reste, au moment de la rencontre entre les deux hommes, le traité de paix a été signé. Après deux jours d'interruption, Talleyrand se fait insistant et presse ses interlocuteurs pour que le traité soit paraphé. Le 26, Stadion qui vient de remplacer Cobenzl fait savoir que

les articles peuvent être acceptés, parlant toutefois de « pénibles sacrifices » . Les deniers entretiens ont lieu ce même jour. Ils portent sur la question des contributions. Le traité est finalement signé dans la nuit du 26 au 27 et ratifié par les deux empereurs le 28.

Le traité de Presbourg sanctionne une diplomatie unilatérale, menée par Napoléon, le plus souvent directement, ou par l'intermédiaire de son ministre des Relations extérieures réduit au rang d'exécutant. C'est Napoléon qui impose ses vues et décide notamment d'abaisser l'Autriche, notamment parce qu'il considère qu'elle n'a pas respecté ses engagements précédents, à savoir le traité de Lunéville. La comparaison entre les deux négociations s'impose. Le choix de Lunéville, petite mais prestigieuse ville de Lorraine, entre Paris et Vienne, avait manifesté la volonté de s'éloigner du terrain de la guerre et de prendre le temps de la discussion ; les négociations durent en effet d'octobre 1800 à février 1801, et se déroulent alors même que la guerre se poursuit. En 1805, Napoléon non seulement refuse l'idée d'un congrès général comme il l'avait fait en 1801, mais il impose que les négociations aient lieu quasiment sur le champ de bataille, en tout cas à proximité. Cela signifie que les discussions ont lieu sous la pression des armes, ce qui a une incidence sur l'attitude des diplomates.

Dans la forme, le traité de Presbourg, avec ses 26 articles, renoue partiellement avec les traditions d'Ancien Régime, manifestant une rupture relative avec la diplomatie révolutionnaire. Sur le fond, il sanctionne les changements souhaités par Napoléon en Italie et en Allemagne et redessine la carte de l'Europe. La France affirme son hégémonie en Italie où Venise et ses possessions adriatiques reviennent au Royaume d'Italie, tandis que l'Autriche se voit contrainte de reconnaître les accroissements au profit de la France en 1805. Le traité reste silencieux à propos de Naples, ce qui ouvre dès la fin décembre la possibilité d'envisager la conquête du royaume. « La dynastie des Bourbons a cessé de régner à Naples », proclame alors Napoléon qui y envoie son frère Joseph à la tête d'une armée avant de le proclamer roi de Naples en mars 1806. En Allemagne, l'Autriche perd ses possessions en Souabe, les principautés de Würzbourg et de Passau, l'évêché d'Eichstadt, le Tyrol et le Vorarlberg, soit 1,5 million d'habitants. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg obtiennent le titre de roi, ce qui représente une menace à terme pour le saint empire auquel Napoléon n'a pas voulu pour l'heure toucher. Mais les trois électors choyés en 1805 seront le pivot de la future Confédération du Rhin, créée en juillet 1806 qui entraîne de fait la dissolution du Saint Empire romain germanique. Napoléon consolide aussi ces alliances par une politique matrimoniale qui le conduit à marier son beau-fils Eugène de Beauharnais avec Augusta, fille

du roi de Bavière, son plus jeune frère Jérôme, fraîchement rentré des Etats-Unis et divorcé, devant épouser Catherine, la fille du roi de Wurtemberg, une cousine de Joséphine, Stéphanie de Beauharnais étant promise à l'héritier du grand-duc de Bade.

Le traité prévoit enfin les conditions d'évacuation des territoires occupés, que l'armée française doit quitter dans les quarante jours. Il envisage aussi, comme c'est la coutume, les conditions d'échange des prisonniers, qui seront rendus en masse, sans tenir compte de la disproportion entre prisonniers autrichiens en France (ils sont près de 50 000) et prisonniers français en Autriche. Avant de laisser rentrer ces prisonniers chez eux, Napoléon leur a proposé de s'installer en France, voire d'intégrer un régiment étranger. Tout est bon pour empêcher la reconstitution d'une armée autrichienne puissante. Les derniers prisonniers autrichiens rentrent en août 1806. Enfin Napoléon a refusé d'intégrer les prisonniers russes dans la négociation. En 1801 cela avait été l'inverse, conduisant Bonaparte à rendre les prisonniers russes sans contrepartie. En 1806, ils les conservent ; ils resteront en France jusqu'à l'automne 1807.

La paix de Presbourg est saluée en France avec éclat, d'autant mieux que depuis Austerlitz, Napoléon a multiplié les initiatives pour magnifier son action en faveur de la paix, faisant chanter des Te Deum et envoyant en grandes pompes à Paris les drapeaux conquis sur le champ de bataille. L'iconographie s'empare de la campagne à laquelle seront consacrés l'arc de triomphe du Carrousel et la colonne Vendôme. L'imagerie populaire s'en saisit. En Autriche, la paix est beaucoup plus durement ressentie. Elle marque incontestablement une étape décisive dans l'affermissement du pouvoir de Napoléon qui domine déjà une grande partie de l'Europe occidentale et peut espérer au cours des premiers mois de 1806 une paix générale. Ce sera à l'été la reprise de la guerre et l'entrée dans une spirale continue qui ne s'achèvera qu'avec la chute de l'Empire¹.

Jacques-Olivier BOUDON
Professeur à Sorbonne Université
Président de l'Institut Napoléon

¹ Le texte de cette intervention doit beaucoup au mémoire de master préparé sous ma direction à l'université Paris Sorbonne par François Mathou en 2017, et intitulé, « A l'ombre du soleil d'Austerlitz. La paix de Presbourg ou la naissance de la diplomatie de guerre ».